

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°725 / Octobre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2022

À fin juin 2022, la conjoncture économique en Guadeloupe est favorable, mais moins porteuse qu'au précédent trimestre, les chefs d'entreprise interrogés redoutant la persistance de la hausse des prix, notamment dans les secteurs du commerce et de la construction. Les dépenses d'investissement des entreprises devraient ralentir au cours des 12 prochains mois. Toutefois, en dépit d'une inflation persistante, la consommation des ménages se maintient : les importations de biens de consommation non durables progressent de 8,7 %. En parallèle, les indicateurs du marché de l'emploi restent bien orientés : le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A recule de 5,4 %.

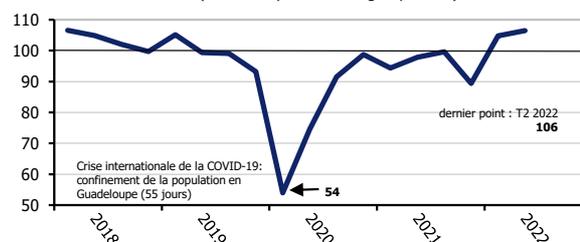
À l'échelle sectorielle, le bilan est contrasté. L'activité du secteur du tourisme enregistre un net redressement grâce à l'allègement des restrictions sanitaires. Les professionnels du commerce et des services marchands notent également une amélioration de l'activité, en dépit du niveau des prix à la consommation. Dans le secteur du BTP et dans celui des autres industries, les chefs d'entreprise font part de difficultés croissantes liées au climat géopolitique.

Une reprise économique fragilisée par le contexte géopolitique

Le climat des affaires s'améliore grâce au niveau d'activité des entreprises

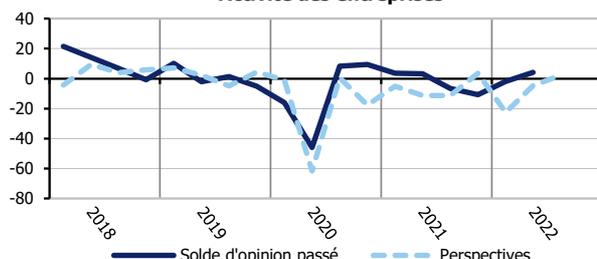
Au 2^e trimestre 2022, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse, à 106,5 points (+1,7 point sur trois mois). La reprise économique entamée en 2021 se poursuit, en dépit de fragilités liées à la guerre russe en Ukraine : les craintes des professionnels concernant les effets du conflit s'accroissent. La hausse des prix de l'énergie, des matières premières et les difficultés d'approvisionnement sont désormais au centre de leurs préoccupations. Ainsi, ils envisagent de ralentir leurs investissements sur les douze prochains mois.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

Activité des entreprises



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

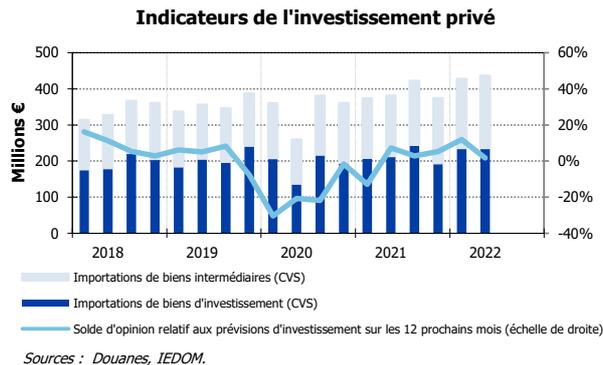
Les entreprises profitent d'un contexte sanitaire favorable

Entre mars et juin 2022, les professionnels interrogés par l'IEDOM enregistrent un léger redressement de l'activité. Ils profitent d'une situation sanitaire plus favorable qui s'accompagne de mesures moins contraignantes¹. Globalement, 28 % des entreprises constatent une hausse du niveau d'activité au 2^e trimestre. 46 % d'entre elles font part d'une stabilité, tandis que 26 % des répondants observent une dégradation. En parallèle, les créations d'entreprises progressent plus rapidement que les radiations : la CCI des îles de Guadeloupe enregistre 1 168 immatriculations (+22,3 % sur trois mois) et 260 radiations (+2,8 %).

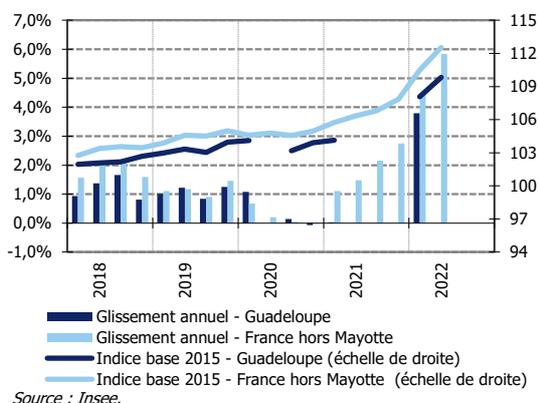
¹ En Guadeloupe, l'état d'urgence sanitaire a été levé le 31 mars 2022.

L'investissement privé ralentit face aux incertitudes géopolitiques

Fin juin 2022, l'investissement privé reste bien orienté. Sur trois mois, les importations de biens d'investissements sont stables (+21,8 % au trimestre précédent, CVS). Les immatriculations de véhicules utilitaires sont, quant à elles, en retrait de 3,3 % par rapport au 2^e trimestre 2021. Les chefs d'entreprise prévoient toujours d'accroître leurs investissements sur les douze prochains mois, mais à un rythme moindre en raison de l'augmentation des coûts induite par le conflit russo-ukrainien. Globalement, ils sont 22 % à envisager une hausse de leurs investissements sur les 12 prochains mois (28 % au trimestre précédent). En parallèle, les taux moyens observés des crédits à l'équipement s'inscrivent en baisse au 2^e trimestre : ils s'établissent à 1,76 % (-0,10 point sur trois mois).



Indice des prix à la consommation

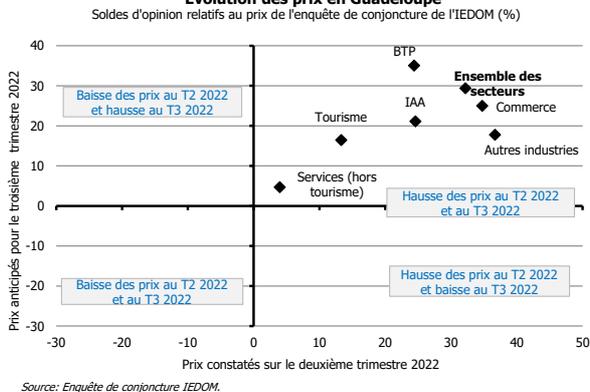


L'ensemble des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM confirme l'accroissement des tarifs qu'ils appliquent aux particuliers et aux professionnels. En outre, ils prévoient de poursuivre ces augmentations tarifaires au prochain trimestre, pour faire face à l'inflation des matières premières et de leurs intrants. En effet, ils sont 87 % à subir ces accroissements de coûts. Tous secteurs confondus, les chefs d'entreprise estiment un surcoût avoisinant en moyenne 16 %, depuis le début de l'année. Ils sont désormais près de deux tiers à envisager une répercussion totale sur leurs prix finaux, alors qu'ils étaient un peu moins de la moitié au trimestre précédent.

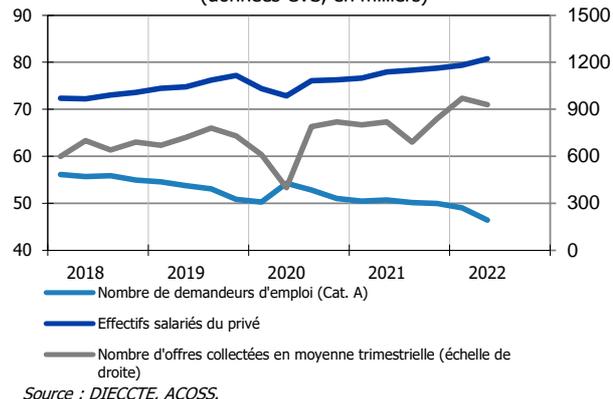
Les prix des transports en hausse, dans le sillage des prix de l'énergie

Au 2^e trimestre 2022, la hausse des prix se poursuit. L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 1,6 % sur trois mois, à 109,8 points (+1,9 % en France hors DOM). En plus de l'inflation énergétique (+4,1 %), les prix des transports (+24,4 % sur le trimestre) pèsent sensiblement sur l'IPC. Ils enregistrent une nette augmentation liée à l'intensification du trafic aérien, après deux années marquées par la pandémie de COVID-19. Globalement, les prix des services s'accroissent de 2,1 % sur trois mois. En parallèle, les prix de l'alimentation et ceux des produits manufacturés progressent de manière modérée (respectivement +1,4 % et +0,5 %).

Évolution des prix en Guadeloupe



DEFM A et effectifs salariés du privé



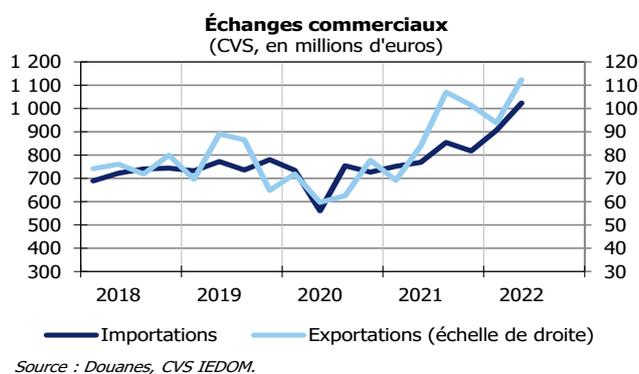
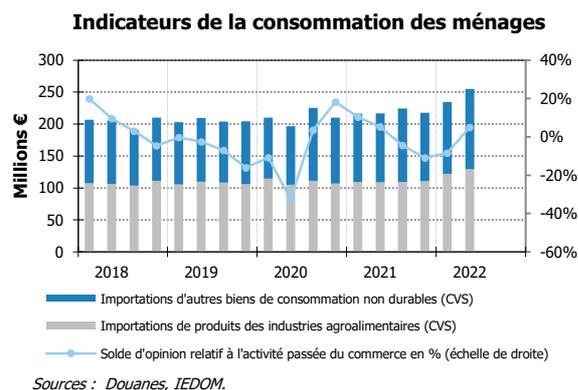
La hausse d'activité bénéficie au marché de l'emploi

À fin juin 2022, les indicateurs du marché de l'emploi sont bien orientés. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 46 400 personnes, en baisse de 5,4 % (CVS) sur trois mois (-1,9 % au trimestre précédent). Les effectifs salariés du secteur privé atteignent 80 714 personnes, en hausse de 1,7 % (CVS). En parallèle, 930 offres d'emplois par mois sont déclarées en moyenne au 2^e trimestre. Elles diminuent de 4,1 % (CVS), mais restent élevées (+32,9 % par rapport au 2^e trimestre 2019). Par ailleurs, les professionnels interrogés prévoient des effectifs en nette progression et prévoient de poursuivre les recrutements au prochain trimestre, en particulier dans les secteurs du BTP, de l'industrie et des services marchands.

La consommation des ménages en hausse

Au 2^e trimestre, la consommation des ménages augmente, en valeur, notamment sous l'effet de la hausse des prix. Les importations de biens de consommation non durables² progressent de 8,7 % sur le trimestre (+7,8 % trois mois plus tôt, CVS). Dans le détail, les importations de produits des IAA (industries agroalimentaires), de biens de consommation non durables et de biens de consommation durables s'inscrivent en hausse (respectivement +5,7 %, +11,9 % et +11,4 %, CVS).

Par ailleurs, le rattrapage des ventes de véhicules se poursuit, après des retards de livraison dus à la crise des semi-conducteurs : les immatriculations de véhicules de particuliers enregistrent une progression de 7,3 % (CVS). Cette évolution est favorisée par des conditions d'octroi de crédits à la consommation à la baisse : les taux moyens observés au 2^e trimestre 2022 s'établissent à 4,28 % (-0,12 point sur trois mois).



Des échanges extérieurs élevés

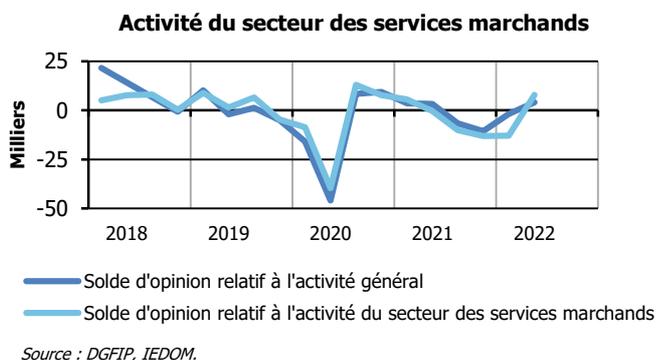
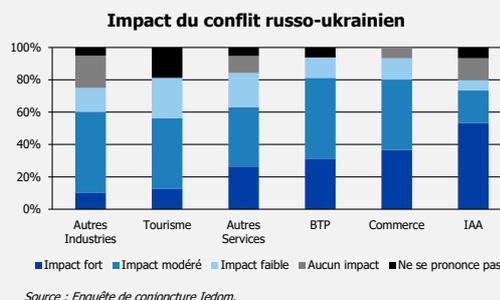
Au 2^e trimestre, les importations augmentent de 13,0 % (+10,8 % au 1^{er} trimestre, CVS). Les importations d'énergie en valeur continuent d'augmenter sensiblement (+52,4 %), en raison de la hausse des cours liée aux tensions géopolitiques. Hors énergie, la hausse atteint 3,6 % (CVS).

Les exportations atteignent également un niveau élevé (+19,7 % sur trois mois, CVS). Cette dynamique reste toutefois principalement liée aux réexpéditions de produits pétroliers depuis la Guadeloupe qui sont réalisés à prix plus élevés. Hors énergie, les exportations reculent (-6,5 % sur trois mois, CVS).

L'amélioration des conditions sanitaires atténuée par le conflit russo-ukrainien

UN IMPACT CROISSANT DE LA GUERRE RUSSE EN UKRAINE

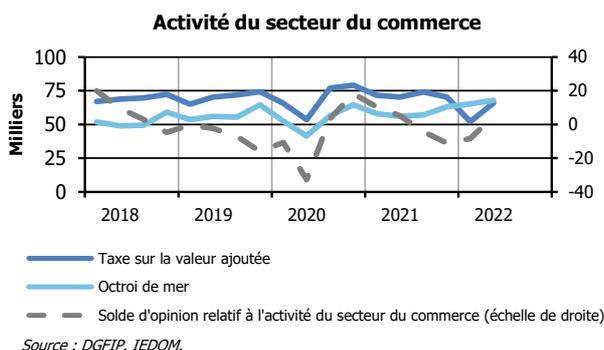
La hausse des prix et les difficultés d'approvisionnement demeurent au centre des inquiétudes des chefs d'entreprise. Comme au trimestre précédent, ils sont 85 % à ressentir un impact du contexte géopolitique sur leur activité, au moins jusqu'au prochain trimestre. Cependant, les entreprises considèrent majoritairement que l'effet devrait rester modéré (41,4 % des entreprises interrogées). Seuls 9 % des entreprises estiment qu'elles seront épargnées par les conséquences du conflit russo-ukrainien (13 % au trimestre précédent).



Le secteur des services marchands bénéficie du regain d'activité général

Au 2^e trimestre, les professionnels des services marchands font preuve d'optimisme. Ils bénéficient de l'amélioration de la conjoncture et enregistrent un regain d'activité. C'est en particulier le cas des entreprises de culture et de loisirs, ainsi que celles spécialisées dans l'informatique. La hausse des tarifs pratiqués reste modérée, tandis que les recrutements augmentent.

² La durabilité d'un bien acquis représente son caractère pérenne. Ainsi les biens durables (véhicules, meubles, etc.) sont opposés aux biens non durables (alimentation, énergie, etc.).

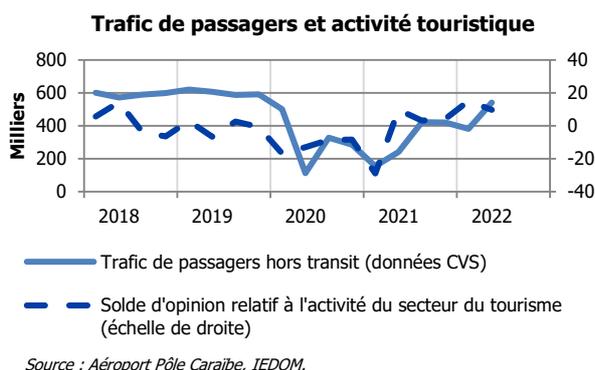
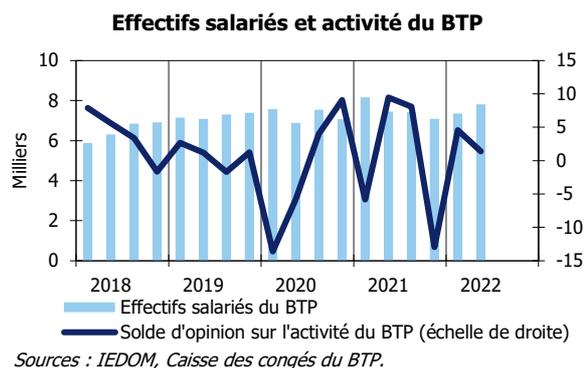


Le secteur du commerce tiré par la consommation des ménages

Au 2^e trimestre 2022, les indicateurs du secteur du commerce sont mieux orientés, dans un contexte de hausse de la consommation des ménages. Les professionnels notent une amélioration de leur trésorerie. Les tarifs pratiqués continuent d'augmenter sensiblement. Ainsi, les produits issus de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'octroi de mer collectée progressent respectivement de 27 % et de 4 %. Les immatriculations de véhicules neufs, quant à elle, conservent une dynamique à la hausse (+7,3 % sur trois mois, CVS), après des difficultés d'approvisionnement en 2021.

La hausse des prix freine le secteur du BTP

Dans le secteur du BTP, les effets du conflit russo-ukrainien s'accroissent. Les chefs d'entreprise considèrent un niveau d'activité stable, mais mettent en avant des difficultés de trésorerie et un alourdissement des charges. Les inquiétudes liées aux problématiques de prix des matériaux et d'approvisionnement s'accroissent. Toutes les entreprises du secteur interrogées déclarent subir les conséquences de la guerre russe en Ukraine. La révision des prix du secteur pèse sur la poursuite des chantiers. Ainsi, si les effectifs salariés (7 804 personnes) conservent une dynamique à la hausse (+6,2 % sur trois mois, CVS), les chefs d'entreprise du secteur prévoient une baisse de leurs investissements sur les douze prochains mois.



Le redressement de l'activité touristique favorisé par l'amélioration du contexte sanitaire

Au 2^e trimestre 2022, les indicateurs du secteur du tourisme progressent. Les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture observent un net rebond de l'activité. Le nombre de passagers hors transit et le nombre de nuitées augmentent quasiment de moitié sur trois mois (respectivement +42 % et +40,3 %, CVS). Les chefs d'entreprise du secteur font preuve d'optimisme, d'autant plus que la croisière, encore à l'arrêt, devrait redémarrer au dernier trimestre de l'année. Ainsi, ils prévoient d'accroître leurs investissements en perspective d'une amélioration durable de l'activité touristique.

Des industries touchées par les conséquences du climat géopolitique

Dans les industries (hors tourisme), les chefs d'entreprise du secteur observent de nouveau une diminution de l'activité. Ils font part de difficultés de trésorerie, en dépit de nouvelles hausses tarifaires. Le poids des charges demeure un point d'inquiétude.

Le secteur primaire et celui des industries agroalimentaires en perte de vitesse

Dans le secteur des IAA, le bilan est mitigé. Les professionnels interrogés constatent un niveau d'activité stable, mais l'inflation sur les matières premières et les matériaux utilisés pour le conditionnement pèsent sur leurs anticipations. En parallèle, **l'activité peine à décoller dans le secteur primaire.** Les importations et les exportations de produits du secteur s'inscrivent en hausse (+5 %, CVS), sur trois mois, mais les abattages des filières porcines et bovines diminuent.

La conjoncture régionale et internationale

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES S'ASSOMBRISSENT À NOUVEAU

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022. Ces prévisions ont été revues à la baisse de 0,4 point par rapport à celles publiées en avril 2022. Cette révision s'explique par une inflation plus importante qu'anticipée dans le monde, plus particulièrement aux États-Unis et en Europe, mais également par un net ralentissement de l'activité en Chine suite aux restrictions sanitaires mises en place et enfin par de nouvelles répercussions négatives liées à la guerre en Ukraine. En 2023, l'activité mondiale pourrait croître de 2,9 % selon le FMI, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux précédentes prévisions d'avril.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,1 % au deuxième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après un repli de 0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par un recul des investissements des entreprises et des dépenses publiques. Les achats de logement de la part des ménages sont également orientés à la baisse dans un contexte de hausse rapide des taux directeurs. Sur l'ensemble de l'année, le FMI anticipe désormais une croissance du PIB de 2,3 %, soit une révision à la baisse de 1,4 point par rapport aux estimations d'avril.

Dans la zone euro, l'activité a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre après une hausse de 0,5 %. L'activité économique a notamment retrouvé une dynamique positive dans le secteur du tourisme grâce à la levée des restrictions sanitaires. Le taux de chômage continue de reculer pour s'établir à 6,6 % à fin juin (contre 7,9 % un an plus tôt) tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation a atteint 8,6 % dans la zone à la même date. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'avril.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une contraction de 0,2 % au trimestre précédent. La consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -1,2 %), en particulier dans l'hébergement-restauration (+13,4 %). L'investissement des entreprises a quant à lui ralenti (+0,2 % après +0,4 %), tout comme les exportations (+0,9 % après +1,8 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 2,3 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 2022 après une croissance nulle au premier trimestre. La consommation des ménages a retrouvé une dynamique positive (+1,2 %) grâce à la levée des restrictions sanitaires dans le pays. La chute du yen depuis le début de l'année déséquilibre toutefois la balance commerciale japonaise dont le solde est déficitaire depuis août 2021. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une progression du PIB de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,6 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions strictes imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,3 % selon le FMI, soit 1,1 point de moins que les prévisions d'avril. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 6,0 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité progresser de 7,4 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 05 septembre 2022.

UNE REPRISE SUR FOND D'INFLATION

Dans la **zone Amérique latine et Caraïbes (ALC)**, la reprise économique s'essouffle en 2022, en lien avec l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur les principaux partenaires commerciaux de la région. Le FMI, dans sa mise à jour WEO de juillet 2022, estime que le PIB réel de la région augmentera de 3,0 % en 2022 contre 6,9 % l'année dernière. Plusieurs banques centrales (Mexique, Colombie, Chili et Pérou) resserrent leur politique monétaire en réponse aux pressions inflationnistes. En conséquence, les décideurs mettent en place des mesures de soutien à l'économie dont la réduction des taxes et des droits d'importation, le plafonnement des prix et les transferts sociaux pour atténuer l'impact de la hausse des prix sur les populations vulnérables.

Dans la **région Caraïbes**, la reprise économique est menée par les pays exportateurs de matières premières, tandis que les économies dépendantes du tourisme récupèrent à un rythme plus lent.

Au sein de l'**Union monétaire des Caraïbes orientales (ECCU)**, les membres mettent en œuvre des mesures visant à atténuer l'impact de la hausse des prix notamment sur les prix du carburant. Cependant, l'inflation mondiale élevée et la faible connectivité du transport aérien au sein de l'union menacent l'activité économique de la région.

À **Trinidad-et-Tobago**, l'activité économique devrait s'améliorer en 2022. La production locale d'énergie devrait bénéficier du démarrage de plusieurs projets de BP Trinidad-et-Tobago, Shell Trinidad-et-Tobago, EOG Resources Trinidad-et-Tobago et Touchstone Exploration. Un élan supplémentaire pourrait provenir de l'augmentation de la demande de produits liés à l'énergie et d'une éventuelle hausse des prix des matières premières. Le secteur non énergétique devrait bénéficier d'une activité commerciale accrue et de la reprise de la demande des consommateurs. La concurrence mondiale met en lumière la nécessité de faire avancer les réformes structurelles pour mieux se positionner sur les marchés d'exportation.

En **Jamaïque**, le PIB réel a augmenté de 6,4 % au premier trimestre de 2022, porté par une reprise du tourisme, malgré un niveau d'inflation élevé (+10,2 % en glissement annuel). Ce niveau d'inflation est largement au-dessus de l'objectif fixé (entre 4,0 et 6,0 %) par la banque centrale de Jamaïque (BOJ) pour le douzième mois consécutif.

L'économie de la **Barbade** progresse de 10,5 % (en glissement annuel) au deuxième trimestre 2022, portée par l'activité touristique, les exportations manufacturières et les dépenses domestiques. En juin 2022, le FMI a achevé le septième et dernier examen de la Barbade au titre du programme de redressement et de transformation économiques (BERT : Barbados Economic Recovery and Transformation). Les réserves de change, en baisse de 220 millions de dollars (5 à 6 semaines de couverture des importations) en mai 2018, se situent désormais à un niveau confortable de 1,5 milliard de dollars.

Sources : Banque centrale de Trinidad-et-Tobago « Economic Bulletin volume XXIVn°2, juin 2022 » ; Banque centrale de la Barbade, FMI

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : D. GORDON
Rédaction : T. COMBET – Éditeur et imprimeur : IEDOM